

INSTITUTIONS FORTES ET CROISSANCE INCLUSIVE : RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ ET RÉALISATION DES OMD

L'amélioration des conditions de vie par l'atténuation de la pauvreté est une composante centrale de l'approche du PNUD en matière de développement. Environ 1,2 milliard d'habitants de notre planète disposent de moins d'un dollar par jour pour vivre et près de 850 millions souffrent tous les jours de la faim. La pauvreté ne se résume pas aux difficultés financières dues à un manque d'argent : elle consiste également en un manque d'accès aux ressources essentielles et affecte la santé, l'éducation, la sécurité et les possibilités de participation à la vie politique des gens. Les solutions doivent donc porter sur les multiples aspects de la problématique, être ciblées et mesurables et tenir compte de l'impact particulièrement dur de la pauvreté sur les femmes. Par ailleurs, ces solutions doivent reposer sur les spécificités locales et renforcer les capacités locales à relever de nouveaux défis et à s'adapter.

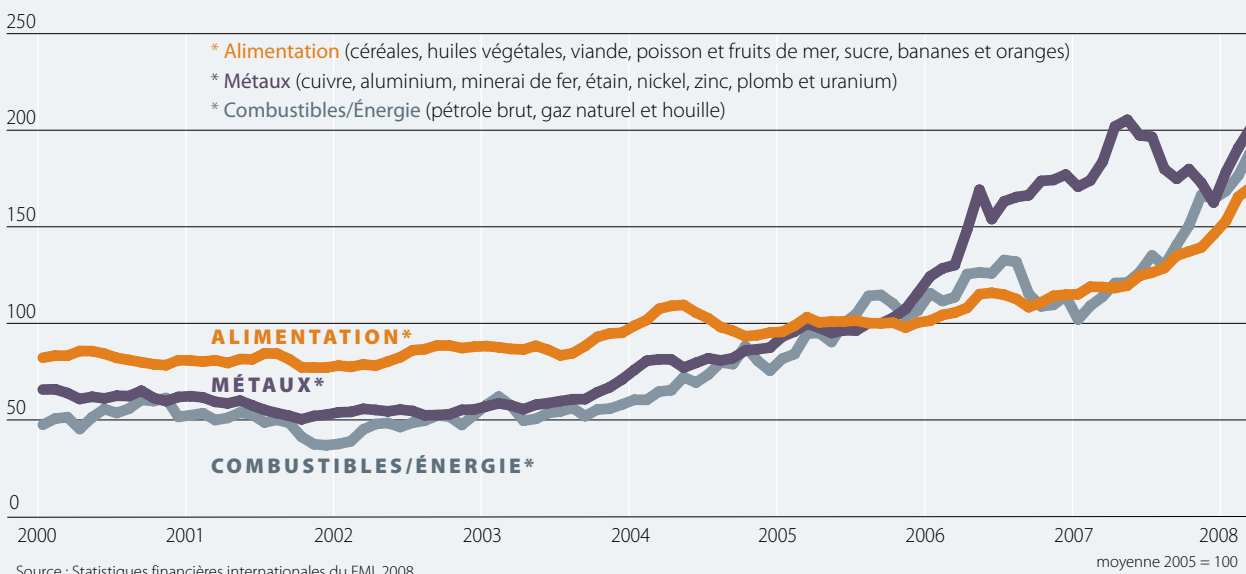
Bien que la croissance économique soit essentielle pour extirper les gens de la pauvreté, elle n'y suffit pas à elle seule. Le renforcement des institutions pour habiliter les citoyens qu'elles desservent est la base de la croissance inclusive, mesurée par l'égalité d'accès et de contribution aux avantages

de la croissance économique. L'assistance technique et l'aide financière étroitement conçues qui constituaient jadis la substance des mesures de lutte contre la pauvreté ont cédé la place à des interventions incrémentielles et de longue haleine qui tiennent compte de la nature souvent plus large et plus complexe des défis du développement. Le PNUD fait figure de chef de file à cet égard et agit en partenariat avec les instances gouvernementales pour concevoir des solutions qui s'inscrivent dans le cadre d'une stratégie globale de changement en matière de capacités politiques, organisationnelles et sociétales.

Un projet appuyé par le PNUD qui a établi un réseau d'observatoires du développement au Honduras est un exemple de ces nouvelles interventions. En mettant en place un système de recueil de données quantitatives et qualitatives en rapport avec la stratégie nationale de réduction de la pauvreté, le projet a aussi formé les autorités municipales à l'utilisation et à l'interprétation des statistiques. Une fois l'information compilée et analysée, les chercheurs locaux et l'administration locale se font les instruments de sa diffusion auprès des communautés, partagent leurs connaissances et

INDICES DES PRIX DES PRODUITS DE BASE

Le prix des denrées alimentaires est lié à ceux du pétrole et d'autres produits et augmente avec eux, aggravant les problèmes de développement et menant à des troubles civils. Le Secrétaire général a formé une Équipe spéciale de haut niveau pour faire face à la crise mondiale de la sécurité alimentaire.





Dans tout le Ghana, avec le concours du PNUD, des centres d'information communautaires tels que celui-ci élargissent l'accès aux ordinateurs et autres instruments de communication. Ils dispensent également des formations techniques, comme ici, où des jeunes sont initiés au fonctionnement du matériel informatique.

favorisent l'implication du public auquel ils proposent des solutions de lutte contre la pauvreté. Cette démarche a eu le double avantage d'adapter les stratégies de réduction de la pauvreté plus spécifiquement aux besoins et aux exigences des groupes les plus touchés et d'accroître la participation du public. Parallèlement, des recherches exhaustives menées au niveau de base ont produit une base de données fiable répertoriant les ressources disponibles à ce niveau, avec notamment des listes d'experts, des activités de programme et des investissements, qui peut être consultée et partagée dans le pays entier. Cette information a été réunie au moyen d'une enquête auprès des ménages, coordonnée par le PNUD et la FLACSO, ayant son siège au Costa Rica, à laquelle ont participé 12 500 ménages de 47 municipalités situées dans trois régions du pays.

Le système hondurien d'observatoires a été conçu en utilisant les OMD pour plate-forme de recherche, en sus de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté. En 2006, la région forestière de la **Guinée**, traditionnellement le grenier du pays, souffrait des répercussions de conflits voisins en **Côte d'Ivoire**, au **Libéria** et en **Sierra Leone**. L'afflux de plus de 45 000 réfugiés, personnes déplacées et ex-combattants dans la région a eu pour effet de surcharger les services sociaux au-delà de leur capacité et de provoquer une chute abrupte des indicateurs du développement humain. Le gouvernement a conclu un partenariat avec le système des Nations Unies, notamment avec le PNUD, pour élaborer, en se servant pour cibles des indicateurs des OMD, une stratégie d'intervention à long terme qui réponde aux besoins des populations touchées. Cette stratégie vise à renforcer les capacités locales dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la lutte contre le VIH, de la fourniture des services sociaux de base et de la gouvernance. À ce jour, le programme a aidé plus de 3 250 ménages à accroître leur production agricole et a dispensé des formations aux techniques de production à 50 groupes communautaires comptant plus de 3 000 membres. Le programme a également appliqué une approche à base communautaire pour lutter contre la propagation du VIH, qui a permis d'effectuer plus de 300 visites à domicile et de mieux cibler les soins dispensés à plus de 1 000 orphelins. Par ailleurs, grâce en partie à une campagne de sensibilisation aux maladies hydriques, plus

de 2 600 sources d'eau ont été désinfectées, pour le bénéfice de 148 villages de la région. Le programme a offert aussi des possibilités d'éducation : plus de 15 000 personnes (dont 65 % de femmes) se sont inscrites à des cours de formation ou d'alphabétisation et 43 salles de classe ont été construites. Le PNUD a également appuyé la formation de 200 responsables locaux à l'administration et à la gestion du programme pour les trois années à venir.

Les cibles des OMD relatives à l'éducation ont non seulement amené un accroissement de la scolarisation dans l'enseignement primaire mais elles ont aussi mis l'accent sur l'élargissement de l'accès à l'enseignement secondaire et supérieur du fait de la remontée en amont des stratégies de renforcement des capacités. En 2007, le PNUD a aidé l'**Albanie** à réduire les disparités nationales et régionales de la scolarisation dans le secondaire au moyen d'un projet d'informatisation. Ce projet a doté tous les établissements d'enseignement secondaire du pays d'un laboratoire d'informatique, ce dont ont bénéficié quelque 140 000 lycéens, a établi un cursus national d'enseignement des technologies de l'information et des communications (TIC) et a créé un programme de formation et de certification à l'enseignement des TIC, qui a formé 7 700 professeurs de l'enseignement secondaire.

Dans d'autres lieux, le PNUD a recours à un mécanisme unique, tel que la microfinance, pour mettre en œuvre des activités de renforcement des capacités visant de multiples objectifs. Dans le Jabal Al-Hoss, dans le nord-est pauvre de la **Syrie**, il a appuyé un projet visant à promouvoir le développement local et à habiliter les groupes vulnérables au moyen de la microfinance. Ce projet a établi un réseau de 32 fonds de développement villageois couvrant 40 villages pour administrer des micro-prêts à court terme, l'objectif à long terme étant de développer et de soutenir des institutions de microfinance desservant la région. À ce jour, le projet a abouti à l'octroi de près de 13 000 prêts en faveur de plus de 7 800 ménages qui ont vu leurs revenus augmenter de 20 %. Près de la moitié des emprunteurs sont des femmes et 46 % des 1 000 emplois créés par l'initiative sont des emplois féminins. Simultanément, 25 programmes d'alphabétisation des adultes ont été établis dans toute la région, ainsi que deux garderies auxquelles les femmes peuvent



Ouvriers dans une entreprise viticole de Moldova. Un projet de l'initiative GSB aide les viticulteurs moldaves à moderniser leur production et notamment à se conformer aux normes européennes.

confier leurs enfants pendant qu'elles suivent les cours. Le projet a aussi créé une base de données socioéconomiques pour suivre les progrès de la région dans divers domaines clés tels que la croissance démographique, la taille des ménages, le nombre d'animaux d'élevage, la superficie et le pourcentage des terres arables, et les taux d'alphabétisation. Inspiré par le projet et d'autres initiatives analogues mises en œuvre dans le pays, un décret a été adopté pour autoriser l'établissement d'institutions de microfinance supplémentaires dans le Jabal Al-Hoss et ailleurs.

Dans le défi de l'atténuation de la pauvreté, le PNUD voit aussi les possibilités d'innover et, en employant les ressources locales disponibles, de faire fond sur des modèles qui ont fait leurs preuves ailleurs. C'est dans cet esprit qu'en partenariat avec le FENU, il a apporté son appui au Gouvernement du **Mozambique** pour renforcer les capacités locales de prestations de services lors de l'exécution de petits projets de construction d'infrastructure publique.

La réfection de l'infrastructure rurale après une guerre civile prolongée présentait des difficultés pour le Gouvernement mozambicain dont les capacités d'exécution étaient réduites à 40 %, qui faisait face à des pénuries de matériaux de construction et à des projets inachevés ou abandonnés, et dont le pouvoir était insuffisant par rapport aux demandes des entrepreneurs. Une initiative de micro-entreprises rurales mise en œuvre dans la province de Nampula a pu bénéficier de la convergence de deux événements : un nouveau cours de formation de développement économique local pour la production de briques et de tuiles de toiture employant des matériaux locaux, et l'établissement de l'Agence de développement économique local de Nampula. Sur la base de cette initiative, des entrepreneurs formés ont tiré parti du projet de planification et de financement décentralisés du PNUD pour fabriquer et tester les produits, puis pour commercialiser largement leurs aptitudes nouvellement acquises dans les domaines de la construction et de la gestion des affaires. Ils ont créé de nouvelles entreprises, légalement constituées, enregistrées et agréées, et ont offert des alternatives locales viables aux planificateurs du développement des districts faisant des offres sur des projets d'infrastructure. À ce jour, dans le cadre de ce projet pilote, ils se sont vu attribuer des marchés d'infrastructure de plus de 1 million de dollars, ce

FENU : MOBILISATION DU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS



Au Yémen, dans le cadre d'un atelier, un chef d'équipe dispense un cours sur le développement local et l'atténuation de la pauvreté.

Conformément à leurs mandats respectifs, le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) et le PNUD s'emploient dans leurs travaux conjoints de développement local, entrepris par l'entremise des autorités des PMA, à renforcer les capacités des instances gouvernementales locales et à leur fournir des ressources. Les apports du FENU, sous forme de capitaux d'investissement pour des subventions globales, d'appuis au renforcement des capacités et de services consultatifs techniques, sont essentiels pour exécuter des projets pilotes novateurs qui, s'ils s'avèrent efficaces, peuvent être développés par les autorités nationales et reproduits dans d'autres pays faisant face à des défis analogues. Le FENU est administré par le PNUD.



Ces interventions sont illustrées de manière optimale au **Yémen**, où le FENU et le PNUD aident le gouvernement à définir et à mettre en œuvre des réformes axées sur la décentralisation ainsi qu'à accroître l'efficacité des efforts des administrations locales visant à promouvoir le développement local et à atténuer la pauvreté. Le Programme d'appui à la décentralisation et au développement local est une initiative multi-donateurs qui a pour objet d'améliorer le système de décentralisation au Yémen et de renforcer les capacités des institutions locales en matière de gestion des dépenses publiques.

Le programme fait appel à des équipes mobiles de renforcement des capacités avec des experts en poste au niveau régional, détachés de différents services ministériels, qui apportent leurs connaissances aux instances locales et qui partagent les pratiques optimales entre les régions. Les équipes mobiles réunissent une large gamme de connaissances théoriques et pratiques spécialisées dans le domaine du développement local, notamment en recueil participatif des données, planification intégrée, budgétisation, achats, supervision de la mise en œuvre de projets, comptabilité et fourniture de rapports. Opérant sur le principe des services d'aide médicale d'urgence, les équipes se rendent en véhicules 4 x 4 jusque dans les régions les moins accessibles du pays et sont prêtes à partir à tout moment. Cette approche a permis au programme de renforcer les capacités en temps et lieu utiles et de manière adaptée aux besoins de capacités du système d'administration locale en évolution.

Depuis son démarrage au début 2004, le programme s'est étendu de 8 à 48 districts et il a démontré la faisabilité de la décentralisation fiscale, tout en fournissant une base pragmatique sur laquelle peut être formulée une stratégie de décentralisation nationale dotée d'une méthodologie et d'un cadre institutionnel unifiés. Avec un budget total de 12,5 millions de dollars, financé par neuf partenaires au développement, le programme a établi une plate-forme efficace au moyen de laquelle les organismes qui le souhaitent peuvent appuyer le développement local du Yémen; il a également démontré, ce faisant, la valeur d'une coopération plus cohérente entre les divers organismes des Nations Unies et les autres partenaires au développement pour obtenir des résultats de manière plus efficace au niveau local.

VOLONTAIRES DES VNU DÉPLOYÉS DANS LE MONDE

7 521 volontaires des VNU étaient en service dans le monde en 2007; 77 % d'entre eux provenaient de pays en développement, témoignage de l'importance de la coopération Sud-Sud.

-  = 25 volontaires nationaux
-  = 25 volontaires régionaux et internationaux
-  = 25 volontaires internationaux
-  = moins de 25 volontaires

Source : Section de cartographie de l'ONU et VNU

qui a eu un effet multiplicateur sur la capacité économique, de par la création d'emplois de la part des entrepreneurs et des sous-traitants. Les matériels pédagogiques du projet pilote ont été adoptés par l'Organisation internationale du Travail en vue d'une réplique dans d'autres régions, et le gouvernement a fait de cette initiative une plate-forme nationale pour la construction d'une infrastructure locale par les petites et moyennes entreprises dans le cadre d'un partenariat public-privé.

Le PNUD attache une haute priorité à la coopération Sud-Sud en tant qu'incubateur de partenariats novateurs pour le développement et moyen de partage de mesures efficaces pour relever les défis communs de la mondialisation. Avec l'aide du PNUD, le Gouvernement de l'Afghanistan s'est récemment adressé à la fonction publique de l'Inde pour former ses fonctionnaires de niveau intermédiaire et supérieur. Trente conseillers indiens ont été attachés à des groupes de fonctionnaires d'institutions et de ministères afghans au niveau central afin de renforcer leurs capacités en matière de gestion financière, gestion des ressources humaines, gestion des achats, élaboration des politiques et stratégies et services administratifs de base. La dynamique entre pairs a autorisé des échanges d'idées et d'information ouverts qui se sont révélés enrichissants pour toutes les parties en présence, moniteurs et apprenants. Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'un plan général de création d'un marché régional et national de cadres formateurs pouvant fournir des services internationaux, régionaux et locaux d'encadrement et de conseils à des coûts réduits. Des prises de contacts ont lieu avec la fonction publique d'un second pays de la région, le Sri Lanka, afin de renforcer encore la coopération régionale.

Du fait des flux transfrontières constants de capitaux, d'information et de personnes, les stratégies de réduction de la pauvreté doivent tenir compte pleinement de l'impact local des tendances mondiales. Face à une forte émigration, à un taux de croissance démographique négatif et à une espérance de vie de plus en plus longue, la Pologne a entrepris un projet visant à élargir les possibilités d'emploi pour les gens de 45 ans et plus. Cette initiative s'est attachée à réduire la stigmatisation dont souffrent les employés âgés tout en améliorant les compétences du groupe démographique ciblé au moyen de conseils de carrière et de cours de formation



Marta Isabela Brites, marchande de fruits et légumes, est l'une des bénéficiaires d'un projet appuyé par le PNUD au Paraguay pour améliorer les institutions de microfinance dans tout le pays. Elle a obtenu récemment un prêt de 300 dollars.

professionnelle dans des domaines tels que les technologies de l'information, les soins infirmiers, le développement des entreprises et la réorientation des carrières. Le PNUD a aidé à constituer un corps de mentors professionnels pour promouvoir la notion des plans de perfectionnement individuels et les stratégies de maintien de la viabilité sur le marché compte tenu des besoins, circonstances et aspirations individuels. Durant la première phase du projet, 20 mentors ont été formés afin de desservir un groupe de plus de 340 clients. Une composante essentielle du projet consistait à aider les travailleurs âgés à adopter une attitude positive à l'égard du travail, à équilibrer la vie personnelle et la vie professionnelle, à acquérir une plus grande estime d'eux-mêmes et à prendre conscience dans leurs aptitudes au travail. En raison des premiers retours d'information – 91 % des participants se sont déclarés extrêmement satisfaits du programme – 24 membres de syndicats ouvriers ont été formés aux techniques d'encadrement à appliquer dans leurs interactions avec les travailleurs syndiqués. Le projet a publié récemment un guide des pratiques optimales à l'intention des syndicats du travail, des établissements d'enseignement, des employeurs privés et du secteur public.

Le Cambodge adopte une approche active analogue pour gérer son intégration dans l'économie mondiale. Sans s'arrêter aux statistiques impressionnantes qui font apparaître un bond de 30 % de la part du produit intérieur brut (PIB) due aux exportations et des taux de croissance particulièrement rapides du PIB au cours de la décennie écoulée (les projections les plus récentes dépassant 10 %), le Gouvernement cambodgien a fait équipe avec le PNUD pour rele-

ver deux défis qui se profilent à l'horizon : la diversification de ses exportations et la répartition équitable des avantages provenant du commerce dans l'ensemble de la société. La Stratégie d'intégration du commerce du Cambodge, de 2007, s'attaque résolument à ces défis; elle définit 19 nouveaux secteurs de production de biens et de services à explorer et vise à tirer parti des avantages comparatifs des producteurs locaux, à relever les normes de contrôle de la qualité et à encourager les initiatives de politiques et les réformes juridiques et institutionnelles axées sur l'atténuation de la pauvreté liée aux activités commerciales.

La stratégie du Cambodge est un exemple des interventions du PNUD qui ont pour objet de renforcer la synergie entre le commerce et la croissance inclusive. En 2007, le PNUD a aidé plus de 45 des pays les plus pauvres du monde à accroître leur compétitivité et à bénéficier des échanges internationaux. Outre son appui en faveur de l'élaboration de politiques et de mesures législatives pro-pauvres, le PNUD aide à forger des liens entre le secteur public et le secteur privé pour recueillir les bienfaits de l'entrepreneuriat social. À mesure que les entreprises se développent, leur prospérité dépend de plus en plus de leurs activités sur des marchés porteurs et durables à l'étranger.

Les innovations en matière d'entrepreneuriat social fleurissent dans tout le monde en développement, y inclus dans certains des PMA. La Fondation Bill and Melinda Gates a récemment attribué 19 millions de dollars à un projet appuyé par le PNUD qui fait usage de machines à faible coût pour accroître la productivité et les revenus d'agricultures du **Burkina Faso**, du **Mali** et du **Sénégal**. La composante principale du projet est une plate-forme multifonctionnelle (MFP), moteur diesel monté sur un châssis auquel peuvent être raccordés toutes sortes d'outils, notamment des moulins à grain, des décortiqueuses, des chargeurs de batterie et diverses machines de menuiserie-charpenterie; 24 de ces plates-formes au moins seront alimentées au biocarburant. La plate-forme multifonctionnelle permet d'effectuer des travaux ménagers tels que le décorticage et la mouture du sorgho, du mil, du maïs et autres céréales, qui se font généralement à la main, au moyen d'un pilon et d'un mortier ou d'une meule, cette mécanisation ayant pour résultat d'en faire des activités économiques rentables. Elle peut également produire de l'électricité pour l'éclairage, la réfrigération et le pompage de l'eau, ce qui permet d'alimenter les communautés en eau propre.

Contrairement à la situation dans les pays développés où tous les travaux ménagers peuvent être effectués en actionnant un simple interrupteur électrique, en Afrique, en milieu rural, les maisons ne sont pas raccordées au réseau électrique (la mise en place de celui-ci n'étant pas toujours envisagée) et la préparation des repas familiaux est une tâche laborieuse pour les ménagères. Celles-ci passent jusqu'à six heures par jour à ramasser du bois de feu, aller chercher de l'eau, décortiquer et piler les céréales, ce qui ne leur laisse guère de temps pour exercer un emploi quelconque hors de chez elles. Les filles obtiennent souvent des résultats scolaires

médiocres car elles doivent aider leur mère, ce qui se traduit par une fréquentation scolaire irrégulière, voire par l'abandon de leurs études.

La plate-forme multifonctionnelle a déjà fait la preuve de sa valeur dans certaines régions d'Afrique de l'Ouest, où le traitement des noix de karité est une activité économique répandue. Au **Mali**, par exemple, le broyage manuel de 10 kg de noix de karité produit 3,5 kg de beurre en huit heures, contre 4,5 kg en quatre heures et demie au moyen de la plate-forme. Le financement de la Fondation Bill and Melinda Gates, réparti sur quatre ans, contribuera à établir 600 entreprises agricoles en milieu rural dans les trois pays ciblés et permettra aux exploitants agricoles, en particulier aux femmes, de mieux gérer leur temps et leurs ressources.

LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ PAR LA RIPOSTE AU VIH ET AU SIDA

On a pu constater ces dernières années une évolution prometteuse des efforts déployés au niveau de par le monde pour lutter contre l'épidémie de sida, notamment avec la mise en œuvre de programmes renforcés d'accès au traitement et de prévention. Néanmoins, le nombre de personnes vivant avec le VIH continue d'augmenter et le nombre de décès dus au sida se situe toujours à un niveau alarmant. Selon les estimations du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), il y avait en 2007 33,2 millions de personnes infectées par le VIH et le nombre des nouvelles infections par s'est élevé dans l'année à 2,5 millions. L'impact du sida a de vastes répercussions sur la réalisation des OMD, en particulier pour les cibles relatives à la pauvreté, à l'éducation, à l'égalité des sexes et à la santé infantile et maternelle. Sous l'effet de l'épidémie, la pauvreté se creuse et s'étend et les acquis du développement sont remis en cause.

Le PNUD est l'un des co-fondateurs et l'un des 10 organismes constituant ONUSIDA. La riposte des Nations Unies face au sida est un bon exemple de la réforme de l'Organisation en action; elle rassemble différents organismes onusiens qui œuvrent de concert pour relever l'un des plus grands défis de développement au monde. Le PNUD a un rôle spécifique et bien défini dans la riposte du système des Nations Unies, ayant été désigné comme chef de file des interventions visant le sida et le développement, la gouvernance, les droits de l'homme et l'égalité des sexes.

En **Chine**, les responsables de la santé au niveau national et local ont noté qu'il fallait soutenir les mesures de lutte contre le VIH parmi les hommes qui ont des rapports homosexuels et renforcer la participation de ceux-ci à la riposte. Le Groupe de travail ONUSIDA/OMS, dirigé par le PNUD en partenariat avec le Centre national de prévention et de lutte contre le sida et les MST, a formulé un cadre national de lutte contre le VIH/sida pour ce groupe cible, qui a été publié à la fin 2007. Le cadre et ses mesures de suivi

ADULTES ET ENFANTS VIVANT AVEC LE VIH ET LE SIDA (2001 et 2007)

(en milliers)

Statistiques régionales sur le VIH et le sida	2001	2007
Afrique subsaharienne	20 900	22 500
Moyen-Orient et Afrique du Nord	300	380
Asie du Sud et du Sud-Est, Asie de l'Est	3 920	4 800
Océanie	26	75
Amérique latine et Caraïbes	1 490	1 830
Europe orientale et Asie centrale	630	1 600
Europe occidentale et centrale	620	760
Amérique du Nord	1 100	1 300
Total	29 000	33 200

Source : ONUSIDA

visent à renforcer l'appropriation communautaire au niveau local chez les membres de ce groupe et à accroître leur participation aux activités de prévention et de sensibilisation au VIH, à élargir l'accès aux conseils psychologiques et au traitement volontaires et à fournir des soins et des appuis par l'élaboration de plans d'action communautaires conjoints ainsi que par la définition de rôles et de responsabilités spécifiques des groupes de la société civile et des services de santé au niveau communautaire.

En **Thaïlande**, le PNUD est intervenu en étroite coopération avec le Réseau thaïlandais des personnes vivant avec le VIH/sida pour documenter les enseignements tirés des 10 dernières années de travail des réseaux de défense des droits de l'homme des séropositifs. Un rapport contenant une compilation de ces enseignements sera diffusé auprès des organisations de la société civile et il servira d'instrument aux organismes de développement actifs dans la lutte contre le sida.

À **Djibouti**, au cours d'une formation de dirigeants religieux menée par le PNUD en partenariat avec le Programme national de lutte contre le sida et avec l'assistance technique du Programme régional de lutte contre le VIH/sida dans les États arabes, 25 imams ont subi des tests de dépistage du VIH et ont prôné les avantages de ces tests en invitant toute la population à s'y soumettre.

En **Russie**, les dirigeants de l'Église orthodoxe russe ont manifesté leur volonté de riposter au VIH/sida au niveau régional et local. Le diocèse de la région d'Orenburg a nommé un de ses membres en tant que représentant de l'Église au sein du Comité municipal sur le VIH/sida et la toxicomanie et il a entrepris la création d'un centre régional de ressources de l'Église sur le VIH. Le patriarcat de Moscou a lancé les préparatifs de la seconde Conférence internationale interconfessionnelle sur le VIH/sida qui aura lieu en 2008. En matière de prévention de l'infection par le VIH chez les jeunes, l'Église a fait un grand pas en avant en élaborant un programme visant à favoriser un changement de comportement général. En 2007, plus de 400 personnes ont participé à des activités de prévention de l'infection par le VIH ciblant les utilisateurs de drogue par injection; plus de 300 personnes vivant avec le VIH ont reçu des soins palliatifs dispensés par des pairs bénévoles des organisations

confessionnelles formés dans le cadre du projet, et plus de 500 spécialistes ont participé à des activités de renforcement des capacités, de sensibilisation et de formation spécialisée, telles que des formations de personnel médical aux soins palliatifs pour les personnes vivant avec le VIH.

Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme est toujours l'un des partenaires les plus importants du PNUD dans les efforts de riposte au VIH, l'une des priorités du PNUD étant d'améliorer la qualité de la mise en œuvre des interventions. Depuis sa création, le partenariat PNUD-Fonds mondial s'est considérablement développé. Alors qu'il gérait une seule subvention du Fonds mondial en **Haïti** en 2002, le PNUD en gère actuellement en **République démocratique du Congo**, au **Soudan** et dans 23 autres pays. À la fin 2007, les résultats obtenus par le Fonds mondial au moyen de projets où le PNUD faisait fonction de bénéficiaire principal comprennent l'apport d'un traitement antirétroviral à plus de 105 000 personnes, d'un traitement antipaludéen à 4,6 millions de personnes, de services de prévention de l'infection par le VIH, de la tuberculose et du paludisme à plus de 9,3 millions de personnes et de conseils psychologiques et de tests de dépistage du VIH à environ 1,5 million de personnes.